

## QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE en 2014

### SYNDICAT D'EAU de **AVAILLES-EN- CHATELLERAULT**

Le contrôle sanitaire des eaux d'alimentation qui relève de la compétence de l'Etat est assuré par l'Agence Régionale de Santé Poitou-Charentes, avec la collaboration d'un laboratoire agréé (IANESCO de Poitiers dans la Vienne) pour la mise en œuvre du programme annuel de prélèvements et d'analyses d'eaux. La surveillance au quotidien de la qualité des eaux est exercée par les syndicats d'eau ou communes avec leurs exploitants.

### Présentation des Unités de Distribution d'eau (UDI) :

Deux UDI ont été définies afin de tenir compte des différents approvisionnements en eau dans le SIAEP d'Availles-en-Châtellerault. Celle du **Gué de Landin** dessert les communes de Cenon, Senillé et Availles-en-Châtellerault et l'UDI du **Carroir des landes** alimente les communes de Saint-Sauveur et Targé.

La gestion de cette production - distribution d'eau est assurée par le S.I.V.E.E.R.

**Origine de l'eau :** L'eau que vous consommez provient de forages d'eau souterraine située dans la nappe captive du cénomanien (crétacé supérieur) :

- L'UDI *Availles /Gué de Landin* est alimentée par des prélèvements d'eau à partir des forages du **Gué de Landin** situés sur la commune d'Availles-en-Châtellerault, complétés par un achat d'eau auprès du SIPEM.

- Celle d'*Availles/Carroir des Landes* est desservie par un mélange d'eau provenant des captages des **Charrauds** et du **Carroir des landes** situés sur la commune de St Sauveur.



**Traitement :** Toutes les eaux pompées subissent un traitement de déferrisation puis de désinfection par le chlore gazeux avant d'être distribuées à la population.

**Contrôle :** 43 prélèvements représentant 1626 paramètres d'analyses ont été réalisés sur les différents points de surveillance, conformément aux modalités édictées par le Code de la Santé Publique relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.



### Protection des ressources :

La procédure administrative est terminée (arrêté préfectoral de DUP avec une inscription au fichier des Hypothèques) pour les captages du *Gué de Landin* et pour les captages des *Charrauds* et du *Carroir des Landes*.

# Qualité de l'eau distribuée :

PARAMETRES	Limites ou références de qualité	UNITES DE DISTRIBUTION	
		<i>Availles/Gué de Landin A</i>	<i>Availles/Carrois des Landes B</i>
pH	6,5 - 9	7,6	7,7
Conductivité ( $\mu\text{S}/\text{cm}$ à 25°C)	200 - 1100	628	551
TURBIDITE (en NFU)	2	0,14	0,36
DURETE (TH en °F)	Néant	28	21,7
FLUOR (en mg/l)	1,5	1,29	1,06
NITRATES (en mg/l)	50	0,0	0,2

## Bactériologie

- Les résultats des analyses microbiologiques des eaux, qui comportent la recherche de germes témoins d'une contamination fécale, ont été **d'excellente qualité** pour les deux UDI.

## Minéralisation

- Les eaux distribuées sont d'une minéralisation moyenne, bicarbonatées calciques et magnésiennes, d'un pH légèrement basique

## Turbidité

- Les eaux possèdent une bonne transparence qui se traduit par une **faible** turbidité (généralement inférieure à 0,5 NFU).

## Dureté

- La dureté provient de la présence d'ions calcium et magnésium dans l'eau. On l'exprime par la mesure du Titre Hydrotimétrique (TH) en degrés Français (1 °F = 4 mg/l de calcium). Les eaux distribuées renferment cependant une **dureté modérée**.

## Fluor

- Le **fluor**, oligo-élément pouvant être présent naturellement dans l'eau, est bénéfique à doses modérées (entre 0,5 et 1,5 mg/l) pour la prévention des caries dentaires. La teneur en fluor des eaux alimentant les deux UDI étant élevée, **des apports complémentaires** par des comprimés ou par du sel fluoré **sont déconseillés**. Aucun dépassement de la limite de qualité (> 1,5 mg/l) n'a été constaté cette année sur les réseaux de distribution.

*Il est rappelé que des restrictions sont préconisées pour les nourrissons et les enfants de moins de 8 ans quand les teneurs en fluor sont comprises entre 1,5 et 2 mg/l et qu'une interdiction de consommation d'eau fluorée doit être prononcée quand ces teneurs dépassent les 2 mg/l.*

## Nitrates

- La **teneur moyenne observée sur les deux UDI est nulle** compte tenu de la bonne protection naturelle de l'eau captée.

## Pesticides

- Les produits phytosanitaires (pesticides) sont utilisés pour les traitements des récoltes et pour désherber. Des traces d'acétochlore et métolachlore, sans dépassement des limites de qualité, ont été constatées en 2014 sur une liste de plus de 190 substances recherchées.

## Conseils et recommandations :

- En cas d'absence de votre domicile pendant plusieurs jours, un risque éventuel de dégradation de la qualité de l'eau lié à une stagnation prolongée de celle-ci dans les canalisations peut survenir. Il est alors recommandé de **laisser couler quelques litres d'eau avant de la prélever pour des besoins alimentaires**.
- Pour éliminer les éventuels goûts de chlore, **vous pouvez conserver l'eau au frais** quelques heures avant de la consommer.
- Si vos **canalisations et branchements sont en plomb**, il est **fortement conseillé de les remplacer**. Dans l'attente, et avant de consommer l'eau, il est recommandé de la laisser couler quelques minutes au robinet et/ou de tirer une chasse d'eau, afin de réduire les quantités de plomb dissous dans l'eau.
- **Seule l'eau du réseau public peut être déclarée potable**. Les ouvrages privés (puits particuliers, récupérations d'eau de pluie) doivent être déclarés en mairie et ne doivent en aucun cas être connectés sur le réseau intérieur d'eau potable

### Pour plus d'informations...

*Veuillez consulter votre mairie, votre exploitant,*

*ou l'Agence Régionale de Santé,*

*NB : site Internet de l'ARS :*

[www.ars.poitou-charentes.sante.fr](http://www.ars.poitou-charentes.sante.fr) –

Services en ligne – Eau du robinet



## OBJECTIFS SANITAIRES APPLICABLES AUX DOCUMENTS D'URBANISME

Le document d'urbanisme doit élaborer un projet de développement durable dans un souci d'équilibre, de diversité et de respect de l'environnement. Il vise notamment à assurer la protection de la santé des populations et la prévention des risques et des nuisances au travers de :

### ◆ L'alimentation en eau potable

**"Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation"** (article L. 1321-2 du code de la santé publique)

Pour assurer cet objectif, il importe d'alimenter les zones d'urbanisation par une distribution publique (captage et réseau). Ainsi, le PLU doit présenter les conditions d'alimentation en eau de la commune : ressources, distribution, consommation. A partir de cet état des lieux, est démontrée l'adéquation entre les besoins en eau suscités par le développement de l'urbanisation au terme du PLU et les moyens mobilisables. Cette démarche prend en compte les aspects tant qualitatifs que quantitatifs en veillant à une gestion équilibrée de la ressource.

Le PLU recensera également les constructions non desservies par une distribution publique. Dans ce cas, les ressources privées destinées à la consommation humaine, autres que celles réservées à l'usage personnel d'une famille, devront faire l'objet d'une autorisation préfectorale. L'extension de ces constructions sera conditionnée à la desserte par un réseau public d'eau potable ou à la compatibilité du projet avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Pour les constructions d'habitation (à usage unifamilial), en l'absence du réseau public notamment en zone agricole, l'autorisation préfectorale n'est pas exigée, toutefois une déclaration doit être faite auprès de l'ARS et de la DREAL.

Les projets d'urbanisation devront être compatibles avec la protection de ces ressources.

### ◆ La qualité de l'air

**"L'Etat, les collectivités territoriales ainsi que les personnes privées concourent à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à la santé."**

**Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et utiliser rationnellement l'énergie"** (extrait de l'article L. 220-1 du Code de l'environnement)

Dans cette optique, le PLU peut notamment conseiller la diversification des plantations dans le cadre d'un cahier des charges des prescriptions architecturales et paysagères afin de contribuer à améliorer la santé des populations sensibles à certains pollens (particulièrement de cupressacées : cyprès, thuya...).

### ◆ La lutte contre le bruit

**"La lutte contre le bruit a pour objet de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou porter atteinte à l'environnement"** (extrait de l'article L.571-1 du Code de l'environnement)

Le bruit pose un problème de santé publique et constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure. Il est souvent perçu subjectivement, son appréciation dépend de nombreux facteurs : physiques (absorption, réflexion), physiologiques (acuité auditive), voire psychologiques (répétition, durée...).

Le PLU constitue un outil de prévention permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation de voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques et prévenir ainsi les impacts sur la santé.

Il est rappelé également que les établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée doivent faire réaliser des études d'impact de façon à limiter le niveau de la pression acoustique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements.

### ◆ Le traitement des déchets

**"Toute personne qui produit ou détient des déchets dans des conditions de nature à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination"** (extrait de l'article L. 541-2 du Code de l'environnement)

Les déchets peuvent constituer en effet un risque pour l'environnement et la santé de l'homme ainsi qu'une source de nuisances pour les populations. Pour répondre à ces préoccupations et organiser la gestion des déchets à une échelle plus vaste que la commune, le code de l'environnement a prévu l'élaboration de plans qui définissent les modalités de traitement des déchets devant être appliqués sur les différentes parties du territoire. Des plans départementaux organisent le traitement des déchets ménagers. Ces plans concernent différentes catégories de résidus urbains (ordures ménagères, encombrants, déchets verts, boues de station d'épuration...) que les communes doivent diriger vers des installations conformes à la réglementation en vigueur. L'élimination des déchets en dehors de telles installations est interdite.

Ainsi, le PLU doit décrire l'organisation de la collecte et du traitement de l'ensemble des déchets mise en œuvre sur la commune tant pour ce qui concerne les compétences communales qu'intercommunales.

Par ailleurs, si la destination des boues issues d'un dispositif d'épuration communal n'est pas organisée, elles doivent être valorisées ou éliminées suivant une filière réglementaire. Dans le cas où la solution retenue est la valorisation agricole, un plan d'épandage doit être élaboré en application du décret du 8 décembre 1997.

Les zones de développement de l'urbanisation doivent notamment prendre en considération la proximité des secteurs d'épandage compte tenu des risques de nuisances olfactives.

D'une manière générale, les zones urbanisables doivent respecter :

- la protection de la ressource en eau ;
- un éloignement suffisant des installations à risques ou nuisantes, existantes ou abandonnées (dispositifs épuratoires, centres de traitement des déchets, établissements industriels ou artisanaux, bâtiments d'élevage, anciens dépôts de déchets, zones d'épandage de boues...) ;
- les contraintes liées à la création ou à l'existence de lignes électriques ou de relais de radiotéléphonie.

